

**BELGIQUE** - Le rapport 2013 d'Amnesty International est en grande partie consacré au sort des quelque 214 millions de personnes de par le monde « qui ont fui les conflits et les persécutions, ou qui ont quitté leur pays en quête de travail et d'une vie meilleure ». Que ce soit en Corée du Nord, au Mali, au Soudan ou en RDC, la communauté internationale a effectivement été le témoin, en 2012, de toute une série de crises humanitaires et de conflits qui ont contraint nombre de personnes à quitter leur foyer pour chercher refuge ailleurs.

Parmi les nombreux pays en crise, Amnesty International porte, cette année, une attention particulière à la Syrie. « Pour le peuple syrien, 2012 a été une nouvelle année perdue, une année où les choses n'ont guère changé – à l'exception du nombre sans cesse croissant de vies perdues ou brisées », dénonce l'organisation. Plus de 1,5 million de Syriens ont fui à l'étranger, et l'on dénombre 4,25 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. « Le monde est resté les bras croisés, alors que l'armée et les forces de sécurité syriennes continuaient de mener des attaques aveugles ou ciblées contre les civils, et de soumettre à des disparitions forcées, d'arrêter arbitrairement, de torturer et d'exécuter sommairement les opposants supposés, tandis que les groupes armés poursuivaient de leur côté les prises d'otages et, dans une moindre mesure, les exécutions sommaires et les actes de torture », relève Amnesty International.



**En marge de la société**

« L'incapacité à traiter efficacement les situations de conflit est en train de créer une classe d'exclus au niveau de la planète », a déclaré Salil Shetty, le secrétaire général de l'ONG. Laissés-pour-compte par le monde politique, beaucoup de réfugiés et de migrants se retrouvent effectivement contraints de vivre en marge de la société et sont directement visés par les discours populistes et nationalistes qui attisent la xénophobie et accentuent le risque de violences à leur rencontre.

« Parce que les États les traitent comme des criminels ou des délinquants et que les entreprises se préoccupent davantage de profit que des droits des travailleurs, des millions de migrants sont engagés dans des conditions équivalant à du travail forcé – ou dans certains cas à de l'esclavage », dénonce l'organisation. « Les migrants sans papiers sont particulièrement exposés au risque d'exploitation et de violations des droits humains. »

### **Des cas de torture dans 112 États**

La torture reste toutefois l'atteinte aux droits de l'homme la plus partagée dans le monde. D'après les enquêtes d'Amnesty International menées dans 159 pays, 112 États ont commis des actes de violence contre leurs citoyens durant l'année 2012. Un phénomène qui frappe tous les continents. Par contre, les gouvernements sont un peu moins nombreux (on en dénombre 101 malgré tout) à réprimer le droit de leur peuple à la liberté d'expression.

En matière de justice, Amnesty observe que 80 États abusent des procès injustes, bien souvent pour étouffer les critiques contre un régime ou faire taire des opposants. Quand cela ne suffit pas, les forces de sécurité n'hésitent pas à recourir à des assassinats extrajudiciaires. Ces homicides illégaux ont été commis dans au moins 50 pays en paix, relève l'ONG.

Il existe des évolutions positives en matière de droit de l'homme, fait remarquer Amnesty International, qui cite le recul de la peine de mort. Fin 2012, plus de deux tiers des pays à travers le monde l'ont abolie, soit dans leur législation, soit en pratique. Cependant, 21 pays ont procédé à des exécutions l'année dernière.

*Pascal ANDRE*

<http://info.catho.be>

*Publié : 30/05/2013*